

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-gel-des-negociations-entre-l-UE-et-le-Mercosur>

# **Le gel des négociations entre l'UE et le Mercosur**

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : vendredi 23 juillet 2004

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

"Nous ne pouvons pas signer un accord dans les conditions que prétend l'Union Européenne, bien que nous devons approfondir les négociations pour trouver le plus grand nombre de points communs qui profitent au Mercosur et à l'UE", a déclaré à l'agence de nouvelles Infosic, le secrétaire de l'Agriculture, Miguel Campos, après la suspension du « round » de négociations entre les deux blocs régionaux.

Le Mercosur rejette les conditions que continue à imposer l'UE sur l'accès aux produits agricoles et manufacturés. Pour sa part, l'UE réclame une plus grande ouverture du bloc du Mercosur au secteur des services, principalement dans les finances, les télécommunications et le transport maritime. Les négociations vont reprendre la deuxième semaine d'août à Brasilia, après que les autorités des deux blocs aient entretenu des contacts de haut niveau en vue de débloquer le processus et de rendre possible la signature de l'accord à la date convenue : en principe, en octobre prochain.

Selon Campos, il est très probable que pour octobre les différences soient effacées. Il a insisté sur le fait que "les parties doivent continuer à négocier" parce que la convention "est possible". Dans un communiqué diffusé mercredi, la Chancellerie argentine a assuré que le Mercosur a présenté une offre améliorée pour arriver à un accord et a accusé à l'UE de maintenir une position "intransigeante" sur le chapitre agricole, qui "bloque" la négociation. Le ministre de Planification, Julio de Vido, a estimé depuis le Venezuela que "ce qui a provoqué la discussion" fut qu' "il y avait déjà un certain problème avec la quote-part des produits à exporter", bien qu'il ait immédiatement ajouté que "plus qu'une suspension, je crois qu'il y a eu une impasse jusqu'à la prochaine semaine, quand va se tenir la réunion des ministres".

Pour sa part, le Brésil a marqué sa surprise et sa déception devant la suspension de négociations avec l'UE. "Nous voyons la situation de façon négative, parce que cet accord est bon pour les deux parties.

Nous espérons que ce n'est qu'un arrêt technique et que la négociation va reprendre avec davantage de force", a déclaré le directeur de l'Association de Commerce Extérieur du Brésil, José Auguste de Castro. Le représentant de ce secteur exportateur a soutenu la décision du Mercosur d'abandonner la négociation, arguant que l'offre de l'UE "n'a pas été adaptée aux attentes du bloc" et a ajouté que, "parfois, il est mieux de ne pas signer un mauvais accord, que signer un accord qui sert seulement de certitude politique".

Beaucoup plus critique fut le secteur agricole brésilien, principal intéressé et touché par les restrictions des importations européennes. La Confédération Nationale d'Agriculture a condamné l'"intransigeance" des deux parties : des Européens, pour avoir fait une proposition qu'il a qualifiée de d'"inacceptable" et de "recul" en matière de quotes-parts sur l'accès agricole et pour maintenir une longue liste de produits sensibles (avec des restrictions supplémentaires). Mais, il a aussi chargé le Mercosur, pour ne pas céder davantage sur la question des achats gouvernementaux et des services. En revanche, la Confédération Nationale de l'Industrie a précisé que, bien qu'elle soit favorable à reprise des négociations, celles-ci "doivent continuer le temps qui est nécessaire (même au-delà de la date limite d'octobre) pour que les intérêts de l'industrie brésilienne soient pris en considération de façon adéquate".

Les perspectives d'un accord avec l'Union Européenne sont conditionnées par la différence des positions entre l'Argentine et le Brésil. Au mois de mai, quand le bloc commercial du Vieux Continent a amélioré son offre quant à l'ouverture de son marché, spécialement pour des produits manufacturés, biens industriels et y compris des matières premières - sur ce point échelonnée sur 10 ans -, les fonctionnaires de la Chancellerie argentine ont cru que l'accord était à portée de main. Mais ils n'ont pas obtenu que le Brésil accepte d'assouplir les conditions pour l'accès des sociétés étrangères aux services, finances et achats gouvernementaux - marchés que l'argentine a déjà largement ouverts depuis les années 90 -. Les négociations ont été bloquées à nouveau et l'UE fait maintenant marche arrière, en durcissant sa position. Dans un mois, elle continuera.

